

En 1985, le Front démocratique nicaraguayen (FDN), qui opère depuis le sud du Honduras, comptait plus de 15 000 soldats. Avec l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE), plus petite, dirigée par des civils et basée au Costa Rica, et avec une organisation de réfugiés indigènes miskitos, le FDN constitue la *contra*, qui livre ce qu'on appelle la "guerre secrète" contre le Nicaragua. Cette guerre s'est intensifiée en 1982 avec l'arrivée au Honduras d'un nouvel ambassadeur américain en la personne de M. John Negroponte. À l'aide d'une équipe de la CIA dont l'effectif est passé à au moins 50 personnes, M. Negroponte s'est chargé de coordonner les efforts déployés pour doter les *contras* d'une base territoriale à l'intérieur même du Nicaragua. En mars 1983, plusieurs milliers de *contras* appuyés par l'armée hondurienne envahirent le Nicaragua, mais ils furent repoussés. Toutes les tentatives ultérieures faites pour établir une base en territoire nicaraguayen se sont également soldées par des échecs semblables, bien que les États-Unis aient avoué publiquement avoir accordé aux groupes intéressés une aide d'environ 100 millions de dollars.

C'est pourquoi les *contras* décidèrent d'adopter la tactique des attaques-surprises. Leurs opérations, ainsi que le minage de ports nicaraguayens par les États-Unis au début de 1984, la destruction d'installations portuaires et d'entrepôts, les activités continues des conseillers de la CIA (le manuel d'instructions destiné aux *contras* bénéficia d'une vaste publicité en 1985) et l'embargo commercial américain, ont été assimilées par divers observateurs à une "guerre d'usure" et à une stratégie d'"épuisement total" du Nicaragua sandiniste. Le coût économique de cette guerre pour le gouvernement sandiniste a été évalué à plus d'un milliard et demi de dollars américains, et le coût politique n'a pas été moins lourd (conscription obligatoire impopulaire, limitation de certaines libertés civiles, etc.). Et pourtant, malgré la guerre, les Sandinistes tinrent en novembre 1984 des élections auxquelles participèrent sept partis politiques et à l'issue desquelles l'opposition remporta environ un tiers des sièges de l'assemblée législative laquelle ne comporte qu'une seule chambre. L'*Americas Watch Committee* (AWC) et d'autres organismes de réputation internationale qui défendent les droits de la personne considèrent que, dans ce dernier domaine, le Nicaragua présente un dossier ambivalent; ils réprouvent les événements qui eurent lieu en 1981-1982 dans les régions de la côte atlantique occupées par les Miskitos et ils déplorent les emprisonnements arbitraires et la censure de la presse. L'AWC a cependant fait observer qu'au Nicaragua, les droits de la personne ne sont pas bafoués avec la même ampleur et la même violence que sous Somoza ou sous les gouvernements dirigeant actuellement le Gua-